

Vol : avril 69, un soldat vole des armes qu'il remet à 3 responsables du SAC  
Hold-up : janvier 70, arrestation d'une bande de 9 gangsters dont sept ont la carte du SAC ; une douzaine de hold-up à leur actif, armes et butins chez un membre du SAC

septembre 70 : Christian Costa, membre du SAC, attaque un convoyeur de fonds à Carcassonne.

Assassinats : 29 juin 68, un commando du SAC tire, Marc Lanvin est tué par balle ; Sauveur Padovani, responsable du SAC est arrêté avec deux de ses amis pour le meurtre de la gouvernante du châtelain de Puyricard.

Drogue : août 70, Serge Constant : « J'ignorais que je convoyais de la drogue, dit-il, On m'avait dit que je transportais des documents du SAC qu'il fallait mettre en lieu sûr ».

septembre 71 : Ange Simonpieri, membre du SAC, lâché en septembre, après deux ans de liberté, malgré les accusations de la police suisse.

Certains se retrouvent, et comme ils participent à beaucoup des activités décrites, décident de mieux centraliser ces affaires, louent un immeuble et se baptisent Société, ainsi naîtra l'ETEC.

#### D) La solution

En aucun cas le pouvoir ne liquiderait toutes les gardes prétoriennes du régime, s'il ne remplaçait peu à peu ces structures fascisantes en les intégrant à l'appareil d'Etat afin de mieux les contrôler.

Et si pour l'instant on ne proclame pas bien haut la dissolution des SAC, c'est parce que la preuve irréfutable d'une reprise en main définitive de la police n'a pas été donnée, que le malaise s'accroît, mais la centralisation dans tous les services de l'Intérieur et d'un autre côté une spécialisation très cloisonnée, sont les grandes lignes d'une réforme qui tend à faire de la France un Etat policier permettant en cas de crise révolutionnaire de faire l'économie d'un bouleversement des structures étatiques (coup d'Etat) mais la mise en place très rapide d'un régime dictatorial ayant à sa disposition les moyens de sa politique contre-révolutionnaire :

- quadrillage par îlots
- fichage centralisé
- brigades spécialisées
- troupes entraînées.

Parallèlement à cette réforme de la police, l'armée devient peu à peu une armée de guerre civile, maintenue à l'écart des controverses politiques, éduquée et entraînée au maintien de l'ordre, habituée à des manœuvres comme la DOT dont le but a le mérite d'être clair (bleu contre rouge).

L'Etat se dote de structures beaucoup plus sûres qu'une bande de truands compromettants, les barbouzes pour la plupart sont intégrées dans les différents services de l'Etat : SDECE, DST ; les autres ont réinvesti leurs connaissances à l'étranger ou sont écartés.

Devant le danger de voir les polices parallèles remplir le même rôle que celles qui ont facilité l'accès de de Gaulle au pouvoir, elles sont éliminées au profit de services plus efficaces car contrôlés et légalisés :

- service anti-gauchiste
- brigade anti-gang
- brigade anti-terroriste

le tout surveillé et centralisé par de super-préfets de police (Lyon, Marseille...)

Donc, toute une série de tâches qui n'étaient qu'indirectement prises en compte par le pouvoir, deviennent le quotidien d'un Etat policier, et permet de se débarrasser d'un encombrant ramassis d'imbéciles, de truands, de brutes bavardes ou de dirigeants mythomanes.

La répression parallèle prise en charge par le pouvoir : une des données des prochains mois.